

UNE SOLUTION DE RECHANGE POUR LES COMMERCE INFORMELS

Vers le retour des souks hebdomadaires mobiles

Le ministère du Commerce prévoit un retour vers les marchés hebdomadaires-mobiles, pour la résorption des commerçants de l'informel qui seront d'ailleurs dotés de registres du commerce et soumis à des taxes minimales, pour un premier temps.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - L'opération d'éradication des marchés informels sera finalement suivie d'une solution de rechange.

Selon le chargé de la communication au niveau du ministère du Commerce, M. Tifoure, qui s'exprimait, hier, à l'occasion d'une journée d'information sur le Centre national du registre du commerce, tenue aux Palais des expositions des Pins Maritimes (Safex), son département prévoit la relance des souks hebdomadaires mobiles pour contenir les commerçants issus des marchés informels en cours d'éradication progressive. C'est ainsi la tradition des souks des vendredi, dimanche ou lundi... qui fera son retour et qui sera en mesure de répondre aux sollicitations et doléances des jeunes commerçants de l'informel qui exigent depuis quelque temps une solution de rechange.

Ces marchés seront tenus chaque jour dans une ville et ou une région en fonction d'un planning auquel les commerçants devront s'y conformer. Ces derniers seront d'ailleurs enregistrés à

la Chambre de commerce et dotés du registre du commerce et soumis à une taxe minimale de 25% pour un premier et qui sera progressivement revue à la hausse (50%, 75% et enfin 100%), à mesure que leur business prospère et leur capital augmente.

Alger se taille la part du lion

Selon le DG du CNRC, Mohamed Dhif, durant les neuf premiers mois de l'année en cours, le Centre national du registre du commerce a enregistré 270 066 inscriptions entre immatriculations, modifications, radiations et réimmatriculations, dont 139 033 créations de nouvelles entreprises réparties sur 127 573 personnes physiques et 11 460 personnes morales ou sociétés.

Le plus grand nombre d'inscriptions a été enregistré à Alger avec un taux de 12%, suivi d'Oran (4,7%), Sétif (4,6%), Tizi Ouzou (4,5%) et Béjaïa et Tlemcen (3,2%).

S'agissant des opérateurs économiques inscrits au registre du commerce durant la même période, ils sont pas moins de



Photo : Samir Sid

La tradition des souks hebdomadaires pour contenir les commerçants de l'informel.

1 585 284, soit une progression de l'ordre de 4,5% par rapport à toute l'année 2011 (1 516 642).

Alger demeure la plus importante wilaya en matière d'implantation d'opérateurs avec un taux de 45% (11% de personnes physiques et 34 % de personnes morales). Abordant la nature des activités, le DG du CNRC a fait savoir que «41,9% du total des commerçants, personnes phy-

siques, sont inscrits dans le secteur du commerce de détail, 40% dans les services et 14,1% dans la production industrielle et le BTPH». Alors que pour les personnes morales, ce dernier affirme que «31% du total sont inscrits dans les services, 29,5% dans la production industrielle et le BTPH et 22,4% dans le secteur de l'import-export». Mohamed Dhif a également fait savoir qu'«à fin

septembre 2012, le nombre global d'étrangers inscrits au registre du commerce s'élève à 9 120, dont 7 036 sociétés, ce qui représente une évolution de 5,9% par rapport à 2011».

Enfin, il est à souligner que le DG du CNRC a évoqué le projet de création d'un réseau national d'information du registre du commerce.

M. M.

SELON AMAR TOU

Le permis à points sera «pédagogique»

Les préparatifs pour la mise en application du système du permis à points seront achevés d'ici la fin de l'année, a déclaré, hier, Amar Tou, ministre des Transports, sur les ondes de la Radio Chaîne III. Le ministre a précisé aussi que le permis fera office de document pédagogique dans un premier temps.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Selon le ministre des Transports, les accidents de la circulation ont connu une nette recrudescence en 2011 et appellera, à cet effet, à une application rigoureuse de la loi en plus de la poursuite de l'action de sensibilisation qui, a-t-il précisé, n'as pas donné les résultats escomptés.

Concernant le permis à points, le ministre a déclaré qu'avec le ministère de l'Intérieur, ils sont en train de mettre en place les documents nécessaires pour le permis ainsi que son format. Expliquant que ce nouveau permis sera pédagogique, il précisera qu'il contiendra 24 points.

«Quand ces points seront épuisés et faute de pouvoir les reconstituer par les méthodes pédagogiques prévues par la loi, nous ne passerons pas au retrait immédiat du permis», a souligné l'invité de la radio, précisant que le document sera utilisé pour apprécier les infractions et préparera aussi les automobilistes à plus de rigueur.

Annonçant, par ailleurs, qu'il assistera aux premiers essais techniques du tramway de Constantine le 30 octobre prochain, le ministre a évoqué la réalisation de ce moyen de transport dans six autres wilayas, dont Mostaganem, Ouargla, Batna et Annaba.



Photo : DR

Une application rigoureuse de la loi pour arrêter l'hécatombe des accidents.

Dans d'autres villes, les études de faisabilité sont en cours. Il s'agit de Béjaïa, Skikda, Tébessa, Biskra, Blida, Béchar et Tlemcen, a indiqué le ministre.

Les projets seront inscrits, selon le ministre, en fonction des disponibilités financières. Le budget varie ainsi entre 30 et 50 milliards de dinars pour chaque ville déjà inscrite.

Pour ce qui est du métro de la ville d'Oran, les études sont en cours depuis le mois de septembre 2011, elles seront livrées dans moins de six mois et les travaux seront lancés par la suite, a précisé le ministre.

Pour le métro d'Alger, notamment la suite de la mise en service de la première ligne sur presque 10 km, il sera procédé d'ici la semaine prochaine au

lancement du système intégral, la pose de voie et l'aménagement des stations notamment.

De Haï-El-Badr à El Harrach sur quatre km, le tunnel est réalisé et bétonné, selon le ministre. Concernant le transport ferroviaire, actuellement 3 919 km sont opérationnels, a expliqué Amar Tou, alors que le secteur prévoit la réalisation de 1 719 km supplémentaires, ceci pour arriver à 6 300 km d'ici trois ans.

«On a multiplié par trois les voies de chemin de fer depuis 2008», a commenté le ministre en notant que 5 700 km sont en phase d'étude pour mettre en place un réseau ferroviaire qui touche l'ensemble des régions du pays.

F.-Z. B.

MARGES BÉNÉFICIAIRES
DES GÉRANTS
DE STATIONS-SERVICELe gouvernement
aurait donné son accord
de principe

Le gouvernement aurait accordé son aval à l'augmentation des marges bénéficiaires de distribution des gérants de stations-service privées.

Revendiquée par les investisseurs, propriétaires et exploitants des relais et stations-service (Uniprest), la révision des marges bénéficiaires de distribution des produits pétroliers, figées depuis plusieurs années, avait été soumise, ces derniers mois, à examen au niveau du ministère de l'Energie et des Mines et de l'Autorité de régulation des hydrocarbures (ARH).

Plusieurs réunions ont été tenues, en présence notamment de représentants de Naftal, en vue de mûrir ce dossier et en présenter une mouture définitive au Premier ministre et, partant, au gouvernement.

Ce qui semble être le cas, puisque le gouvernement semble avoir donné son accord de principe pour le réajustement à la hausse de ces marges. C'est ce que des voix autorisées au niveau de la tutelle ministérielle laissent entendre.

Ainsi, l'Exécutif aurait concédé à la demande des gérants privés d'augmenter la marge à hauteur de 3 dinars, globalement et sans impacter sur le portefeuille du conducteur. Il s'agit en fait d'un «rattrapage», estiment les voix officielles de l'Uniprest, se prévalant d'études effectuées en ce sens.

Néanmoins, l'on affirme que le dossier reste encore au stade du statu quo, le cycle de réunions de concertation se poursuivant encore et aucune décision n'ayant encore été communiquée à l'adresse de l'union professionnelle.

Toutefois, cette organisation semble optimiste quant à la possibilité d'aboutir à une solution conforme et cohérente.

C. B.